

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FIÈR(E)S D'ÊTRE
COMMUNISTES

LE 13 DÉCEMBRE 2005
TEXTE ALTERNATIF PRÉSENTÉ
PAR PLUS DE 200 COMMUNISTES,
CONFORMÈMENT AUX STATUTS,
À SOUMETTRE AU VOTE ET
DU CONSEIL NATIONAL ET
DES ADHÉRENTS

Les premiers signataires :
Caroline Andréani (93), Floriane Benoit (38),
Marie-Christine Burricand (69), Francis Combes (93),
Jean-Claude Curzi (75), André Gerin (69),
Léandre Dangelot (62), Freddy Huck (93),
Jean-Jacques Karman (93), Jean-Pierre Meyer (83),
Henri Martin (92), Michèle Picard (69),
Jean Maille (92), René Proby (38), Christian Serve (38),
Jean-Louis Rolland (17)...

PCF

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

**LE OU UNE AUTRE BASE
COMMUNISTES
33^e CONGRES
FIÈR(E)S D'ÊTRE
COMMUNISTES**

**LE 13 DÉCEMBRE 2005
TEXTE ALTERNATIF PRÉSENTÉ
PAR PLUS DE 200 COMMUNISTES,
CONFORMÉMENT AUX STATUTS,
À SOUMETTRE AU VOTE
DU CONSEIL NATIONAL ET
DES ADHÉRENTS**

SOMMAIRE

I – Pourquoi proposer une autre base commune à ce 33^e congrès?

II – Préambule

III – Le cynisme d'un capitalisme occidental sans pitié

- 1 – La forme financière de l'exploitation capitaliste
- 2 – La politique du capitalisme : désespérer le peuple de la politique
- 3 – Produire en France : une nouvelle forme de croissance

IV – Le PCF au cœur des classes populaires

- 1 – Une situation politique et sociale contrastée et explosive
- 2 – Changer de stratégie pour rompre avec le système capitaliste et battre toutes les politiques de droite
- 3 – Un programme populaire pour les luttes et les échéances politiques de 2007-2008

V – Le PCF une force politique utile au pays

- 1 – Toute sa raison d'être
- 2 – Un électorat à reconquérir
- 3 – Une organisation révolutionnaire, militante

VI – Une République sociale autogestionnaire, le socialisme, le communisme

- 1 – Un projet politique pour la France
- 2 – Reconquérir la République, bouleverser les institutions
- 3 – Une nouvelle période révolutionnaire

VII – Dans le monde, la contre-offensive des forces progressistes et révolutionnaires est engagée

- 1 – Le règne de l'injustice
- 2 – Partage et contradictions impérialistes contre les civilisations et les cultures
- 3 – Des millions de femmes et d'hommes en résistance contre l'impérialisme
- 4 – L'Union Européenne, instrument de domination du capital
- 5 – La France doit reprendre le flambeau de l'émancipation
- 6 – Pour un nouvel internationalisme

VIII – Fier(e) s d'être communistes

Annexe

Propositions pour un programme populaire pour les luttes et les échéances politiques 2007-2008

I — POURQUOI PROPOSER UNE AUTRE BASE COMMUNE À CE 33^e CONGRÈS ?

Le Parti communiste français est à la croisée des chemins. Soit il poursuit son redressement sur la voie ouverte aux élections régionales de 2004 et pendant la bataille du référendum, soit il replonge dans une politique d'union au sommet, désastreuse comme en 1997.

Au 32^e congrès, deux textes alternatifs ont recueilli 45 % des voix des adhérents du PCF. Il s'agissait alors de contester de manière radicale la mutation réformiste engagée au congrès de Martigues, en 2000. Ce 32^e congrès s'est tenu sous le choc du désastre de l'élection présidentielle de 2002.

Trois ans plus tard, le Parti communiste français n'a pas encore tiré tous les enseignements de la période 1997-2002 et de sa participation au gouvernement Jospin. Il est tiraillé entre deux directions opposées :

- Poursuivre son glissement, son enfermement politique et institutionnel qui l'éloigne de la lutte des classes et des milieux populaires, qui le condamnent à vivre perpétuellement à la remorque du Parti socialiste et qui lui font perdre, peu à peu, sa crédibilité, son identité révolutionnaire.
- Se ressaisir sur sa base contestataire, son ancrage populaire, son engagement dans le combat de classe et l'affirmation de son identité, sur sa capacité à rassembler dans les combats quotidiens comme à plus long terme.

Ce tiraillement a été particulièrement perceptible lors des élections régionales de 2004. À une stratégie d'effacement de l'identité communiste et d'union avec le Parti socialiste dès le premier tour, souhaitée par la direction nationale du PCF, des cadres et des militants ont opposé la volonté de défendre l'identité communiste. Il en est résulté un flou stratégique. Mais les résultats ont donné raison au Nord-Pas-de-Calais, à la Picardie, l'Auvergne et l'Île-de-France, à la satisfaction générale des communistes.

Le même débat reprend pour savoir s'il est judicieux ou non de présenter des candidats communistes aux élections présidentielles et législatives prochaines. Des responsables communistes participent à des réunions visant à promouvoir une candidature unique pour l'ensemble de « la gauche de la gauche ».

Pire, les « forums » sont érigés en instance de décision pour déterminer la stratégie, les choix politiques des présidentielles et des législatives. Les communistes peuvent faire des propositions, mais les décisions concernant leur parti leur échappent. En fait, la raison d'être des forums, c'est de cautionner des accords de sommet. Le but avoué est de recomposer la gauche autour du Parti socialiste et d'élaborer un nouveau « programme commun ». Les 15 millions de Français qui ont manifesté leur colère, leur mécontentement, leur rejet du capitalisme, le 29 mai 2005 ne s'y retrouveront pas. Le forum national de Villepinte, le samedi 26 novembre 2005, a non seulement été un échec, mais il a montré de façon arrogante la prétention du Parti socialiste à imposer ses choix sans discussion.

Ce projet de base commune propose de rompre définitivement avec la mutation réformiste confirmée au 32^e congrès. Cette mutation a conduit le Parti communiste français à s'enfermer dans un système politique à bout de souffle et à privilégier l'activité institutionnelle au détriment de l'action de terrain, dans les luttes. Elle l'a désorganisé, notamment en mettant en cause l'existence des cellules, au cœur des réalités populaires, lieux du débat simple et franc entre les communistes, loin des effets de tribune. Elle l'a amené à adopter des points de vue opposés à ses conceptions révolutionnaires, en affirmant, par exemple, pendant la période du gouvernement Jospin, que les privatisations pouvaient constituer « un ballon d'oxygène » pour l'économie. Ainsi, des dirigeants communistes, dans ce gouvernement, ont jugé que l'ouverture du capital d'entreprises publiques au secteur financier et capitaliste, par exemple Air France, s'inscrivait dans une démarche de « modernité ».

Ce projet de base commune a pour ambition de promouvoir la portée contestataire et émancipatrice du Parti communiste, la nécessité d'affirmer son identité, son originalité, ses oppositions radicales, ses idées ainsi que sa conception d'une nouvelle République et d'une société communiste dans toutes les actions populaires comme dans toutes les élections.

II – PRÉAMBULE

La victoire du non au référendum ouvre la voie à un rassemblement majoritaire du peuple de France pour combattre le capitalisme. Le Parti communiste français a un rôle décisif à jouer pour présenter une perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Le 29 mai 2005 constitue un tournant dans l'histoire récente de notre pays. En votant non à la constitution européenne, 15 millions de Français ont censuré trente ans d'une vie politique qui n'a rien apporté de bon aux familles populaires et à la France. Notre peuple a censuré un capitalisme qui n'enrichit que les riches et appauvrit les pauvres. Le 29 mai, nous avons vécu le rassemblement majoritaire de 15 millions de Français qui en ont assez des injustices, de la misère, du mal vivre, du délabrement de notre économie, de nos industries, de nos services publics, de nos institutions publiques. Nous pensons que toute notre action politique doit porter les exigences populaires exprimées ce 29 mai. La force du changement est là et bien là. S'il y a une raison de faire un 33^e congrès du Parti communiste français, c'est bien celle-là.

Notre combat fondamental, c'est le combat contre le capitalisme. Notre objectif, c'est de renverser sa domination et d'édifier une nouvelle République sociale autogestionnaire ou République socialiste. Le renversement du capitalisme ouvre le processus conduisant à une société communiste. Il s'agit de conquérir le pouvoir d'État par la voie démocratique, mais aussi le pouvoir dans les entreprises, le pouvoir dans les domaines économiques et financiers. Deux siècles après l'instauration de la République, il faut conquérir de nouvelles bastilles, celles du capital, faire entrer la République et la démocratie dans les usines et les bureaux. La classe ouvrière, les salariés, le peuple sont les forces motrices de cette nouvelle révolution.

Nous militons pour le renforcement du Parti communiste français en nombre d'adhérents, en poids électoral, en capacité de réflexion, de création et d'action. Dans l'esprit du siècle des Lumières, le Parti communiste doit jouer un rôle d'éclaireur, reprendre le flambeau de la contestation radicale de la société, de la révolution. Au cœur de la culture républicaine issue de la Révolution française, il doit renforcer son ancrage dans les institutions pour les transformer et en même temps gagner en autonomie : brandir et conjuguer ensemble drapeau rouge et drapeau tricolore. Dans le prolongement des grandes luttes ouvrières démocratiques et intellectuelles, il doit reprendre le flambeau de l'internationalisme, militer pour le rassemblement de toutes les forces communistes et progressistes dans le monde, contribuer à donner un nouveau souffle au mouvement communiste.

III – LE CYNISME D'UN CAPITALISME OCCIDENTAL SANS PITIÉ

I – La forme financière de l'exploitation capitaliste

L'exploitation du travail humain manuel et intellectuel demeure la source de toutes les richesses. Les mécanismes financiers permettent d'étendre cette exploitation à l'ensemble de la planète. Il existe une autre mondialisation, celle de la solidarité et de la fraternité, la mondialisation de la classe ouvrière et de la lutte des classes qui appelle un nouvel ordre mondial.

Le capitalisme occidental prétend dominer le monde et dicter sa loi partout, la loi d'un marché qui lamine la diversité dans laquelle l'humanité s'est développée, qui traite sur le même plan les biens matériels, les biens culturels, les sites naturels. Le capitalisme prétend placer l'ensemble des relations humaines sous l'emprise d'implacables mécanismes technocratiques, policiers, militaires et de communication.

Une quinzaine d'années après l'effondrement du système bureaucratique des pays socialistes européens, non seulement il n'a réglé aucun des graves problèmes qui minent la planète : faim, inégalités, environnement, épidémies, analphabétisme mais il les a aggravés allant jusqu'à porter la guerre et attiser les tensions internationales. Le capitalisme ne respecte ni les civilisations, ni les nations, ni les cultures, ni, surtout, les êtres humains et leur planète terre. Son expansion a fait naître d'immenses zones de misère, de famine et de mort lui conférant un caractère monstrueux.

Cette mondialisation capitaliste n'a pu se développer que par l'exploitation à l'échelle mondiale de la classe ouvrière, des salariés en général, portant la lutte des classes sur la planète entière. La forme financière de l'exploitation capitaliste qui s'est imposée depuis les années 1970 a pu laisser croire que la classe ouvrière avait disparu et donc que la lutte des classes n'avait plus lieu d'être. Ce sentiment a été renforcé par l'évolution des technologies donnant l'impression que la machine allait se substituer au travail vivant. Dans le capitalisme que décrivait Marx, le détenteur des capitaux devait acheter des matières premières, construire des usines, embaucher des salariés pour produire des biens et récupérer le profit en vendant ces biens sur le marché. Le face à face patrons/ouvriers était tangible. La contradiction capital/travail avait forme humaine.

L'exploitation du travail vivant demeure la loi d'airain du capitalisme, la source de toutes les richesses. Mais aujourd'hui, un capitaliste peut investir ses milliards à la bourse de Paris, Tokyo, New York pour faire « travailler » son argent en Malaisie, au Mali, au Chili. L'actionnaire d'une entreprise installée dans un coin reculé de la France peut être ressortissant des États-Unis, de Finlande ou de Russie. Pour le petit monde de ceux qui détiennent le capital, qu'importe la production, la façon dont elle est menée et même ce qu'elle produit, pourvu que ça se vende et que ça rapporte. Seuls comptent les dividendes.

Le capitalisme exploite dans le monde des centaines de millions d'être humains pour accumuler des profits fabuleux. Cette extension du capitalisme s'est faite pour une large part vers les pays du sud : Asie, Afrique, Amérique centrale et latine, où il fait travailler hommes, femmes, enfants, dans des conditions souvent inhumaines, au mépris des valeurs humanistes dont il se targue pourtant d'être le champion. Il exploite avec un cynisme total des populations qui ont encore peu d'expérience de la lutte des classes et qui sont contraintes de vendre leur travail à bas prix pour survivre. Ce faisant, il délaisse la production dans les pays occidentaux qui furent son berceau. Aux USA, moins de la moitié de l'activité économique est consacrée à la production industrielle.

En France et en Europe, les politiques et les majorités successives de droite comme de gauche ont largement accompagné cette évolution du capitalisme en poussant à l'extrême le libéralisme. La social-démocratie n'est pas en reste. Même l'idée qu'il suffirait de prélever sur les profits financiers de quoi compenser les dégâts humains, sociaux et pour l'environnement qu'engendre le capitalisme n'est plus mise en avant par la plupart des partis sociaux-démocrates. Les méfaits du capital ont toujours plusieurs longueurs d'avance sur les politiques sociales même les mieux orientées. Nous sommes bien là au cœur du choix politique crucial pour notre pays. Poursuivre les politiques menées depuis 30 ans, c'est s'enfoncer dans l'impasse. Les violences urbaines, miroir de la société française, ont donné un avant-goût du chaos dans lequel peut plonger notre pays si le désespoir devait gagner du terrain dans les milieux populaires et la jeunesse.

Notre peuple vit une insécurité sociale croissante. La plupart des catégories sociales sont confrontées à la précarisation de leurs conditions de vie et de travail : chômage, éclatement du collectif de production. Le statut d'ouvrier est bouleversé, dévalorisé. La catégorie des ouvriers professionnels est effacée. L'emploi précaire devient la règle avec les CDD, l'intérim, les contrats « nouvelle embauche », la multiplication des statuts. Des régions entières désindustrialisées sont frappées par le désespoir. Le sentiment angoissant que l'on ne peut plus vivre de son travail grandit. Le nombre de travailleurs pauvres s'accroît.

Ce sentiment est aggravé par la défausse des dirigeants politiques qui se déclarent impuissants face aux délocalisations sauvages jusque dans leur forme la plus crapuleuse, celles pratiquées par les patrons voyous.

Plus les impératifs financiers prennent le pas dans la marche des entreprises, plus les conditions de travail se détériorent, La peur de l'avenir et du chômage est devenue une donnée permanente de la vie au travail qui s'ajoute à l'usure physique qu'engendrent des rendements toujours plus exigeants, la tyrannie d'une course constante aux gains de productivité financière. Le harcèlement physique et psychologique est devenu pratique courante. Sont concernés, à présent, aussi bien les travailleurs manuels qu'intellectuels, ingénieurs, techniciens. Les plus âgés sont désorientés, les plus jeunes, en perte d'identité et de confiance en soi.

La « modernisation » de l'appareil productif s'est faite avec la généralisation des préretraites à 55, 56 ans avec l'individualisation des salaires et des évolutions de carrière. Tout cela a contribué à la mise en pièce du collectif de travail. Les ouvriers, les employés qui dans leur grande masse font partie du salariat d'exécution, sont souvent privés de représentation collective.

La question du pouvoir d'achat, de la sécurité quotidienne et plus encore de la sécurité sociale font partie plus que jamais des préoccupations d'actualité prégnantes. C'est bien tout cela qui s'est trouvé révélé, pour une part, avec les événements du mois de novembre 2005.

2 – La politique du capitalisme : désespérer le peuple de la politique

Les politiques menées en France depuis 1974 par Giscard, Mitterrand, Chirac ont échoué du point de vue des promesses annoncées. Mais elles ont atteint leur objectif véritable : désespérer le peuple de la politique, le convaincre de renoncer à ses aspirations pour une autre société et laisser les mains libres aux riches, aux actionnaires, aux spéculateurs, aux boursicoteurs.

Au milieu des années 1970, s'est opéré un tournant politique en France et en Europe. Après la disparition du président Pompidou, Giscard a signé l'arrêt de mort de la politique industrielle de la France, de l'encadrement des prix. Il a lancé le pays à fond dans l'intégration européenne avec son pendant régional : les eurorégions. Ce n'est pas un hasard s'il fut, 30 ans plus tard, le rédacteur de la constitution européenne que les Français ont rejetée. Le libéralisme qu'il a mis en œuvre à partir de 1974, traduit la suprématie du capitalisme financier et la domination exclusive de ses critères sur la vie politique française. Les résultats n'ont pas tardé : chômage, vie chère, misère naissante. Les Français ont sanctionné sans appel cette politique, en 1981. Mais deux ans après leur arrivée au pouvoir, François Mitterrand et le Parti socialiste ont tourné le dos à leurs engagements et se sont engagés sur la voie ouverte par Giscard.

Il y a 20 ans, le comité central du Parti communiste français a analysé ce virage comme la mise en œuvre d'une pédagogie du renoncement au changement de société : on promet avant les élections puis on se retranche derrière les « réalités » pour ne pas tenir ses promesses. Cette pédagogie est une constante de la politique social-démocrate, depuis les années Mitterrand. En avril 1997, Jospin se prononce contre la fermeture de Renault Vilvorde. Mais arrivé au pouvoir, il laisse s'opérer le mauvais coup. Ainsi, durant ces trente dernières années, avec des gouvernements de droite et de gauche, au nom de la « fatalité » ou du réalisme économique, la France a perdu son charbon, son acier, les 3/4 de sa construction navale, le surgénérateur de Creys-Malville, pour prendre un exemple industriel qui était pourtant particulièrement porteur d'avenir. Jusqu'au tristement célèbre exemple de Michelin, lorsque Jospin a dégage la responsabilité de l'État face aux licenciements annoncés.

S'il y a « échec » du point de vue des promesses, la pédagogie, elle, est un succès. La succession d'alternances a ruiné les espoirs de notre peuple. Découragés, dégoûtés, les milieux populaires se sont retirés en masse de la scène politique. Le Parti communiste français a dérapé, acceptant de participer à la mise en œuvre de politiques pourtant si durement contraires aux intérêts du peuple. Il en a payé le prix fort en termes d'effectifs et d'électorat.

Nous en sommes là aujourd'hui. Pour sortir du piège infernal d'alternances vides de contenus, il faut procéder à une critique radicale des politiques menées depuis trente ans. Cette critique du passé reste à faire collectivement pour éclairer les orientations futures du PCF. Le Parti socialiste n'a pas fait ce choix lors de son congrès. Le Parti communiste français y parviendra-t-il ? Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt. Face à la gravité de la situation, sans cette critique et ce changement radical, sans la reprise du combat, la gauche ne peut courir qu'à sa ruine en aggravant un peu plus le désespoir de notre peuple.

Rappelons-nous des précédents historiques : dans les années 1910, la politique de démission de la presque totalité des partis sociaux-démocrates et socialistes – ce fut le cas en France – a contribué à justifier la première guerre mondiale, 1914-1918, qui fut une guerre impérialiste pour le partage du monde, pour la redistribution des colonies et des zones d'influence du capital financier.

3 – Produire en France : une nouvelle forme de croissance

En trente ans, le tissu industriel et productif de la France a été saccagé. La bataille pour produire en France devient un des enjeux premiers de la lutte des classes aujourd'hui pour avancer sur la voie d'une autre société.

Le capitalisme devient de plus en plus agressif, mais ses effets négatifs sont de plus en plus visibles. Certains grands chefs d'entreprises et intellectuels de renom s'inquiètent à voix haute pour son devenir. Ses méfaits sont de mieux en mieux perçus et identifiés par les milieux populaires et professionnels, de même que les largesses insolentes qu'il accorde aux fortunés. Le peuple de France supporte de plus en plus mal les inégalités grandissantes.

La question de l'intervention politique dans la vie économique est posée aujourd'hui avec une acuité grandissante. La France a besoin d'une nouvelle politique économique, d'une nouvelle politique industrielle, d'une autre conception de la croissance. Il faut une maîtrise publique de l'investissement orientée vers la production et l'emploi. S'il ne peut être question de rééditer à l'identique l'expérience des nationalisations de l'après-guerre, il n'y a aucune raison de ne pas s'en inspirer.

La France n'est pas un pays de rentiers. Il est choquant d'entendre sans cesse dire que les Français ne veulent plus travailler. Nos compatriotes veulent travailler et recevoir le fruit de leurs efforts. Notre pays garde une vocation industrielle, technologique et agricole. Il est l'une des toutes premières puissances mondiales. Il faut remettre le travail au cœur de toute l'architecture de notre projet politique pour la France. Notre conception de la révolution, c'est d'inverser le rapport des forces entre le capital et le travail.

« Produire en France » n'est une idée ringarde que pour les actionnaires, les accrocs de la finance, les nantis. « Produire en France », c'est une idée porteuse d'avenir, une idée rassembleuse, une idée réalisable sans délai, une idée qui peut mobiliser dans les luttes, dans les institutions, tant pour dire stop aux délocalisations que mettre en œuvre des re-localisations. « Produire en France », c'est un appel d'air pour une refonte de notre système éducatif, un appel d'air pour relancer en grand la recherche, l'innovation.

« Produire en France », c'est le moyen efficace pour conserver, moderniser, enrichir les avancées sociales conquises en France, c'est redonner espoir et dignité à des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes. « Produire en France », c'est remettre enfin les comptes de l'État sur des bases saines en supprimant les déficits publics par le plein-emploi et une protection sociale redevenue exemplaire au profit des citoyens de toute condition. « Produire en France », c'est s'ouvrir à des coopérations internationales fécondes. C'est imaginer des avancées d'une ampleur comparable à celles de 1936, 1945, avec le Conseil national de la Résistance et 1968.

IV – LE PCF AU CŒUR DES CLASSES POPULAIRES

I – Une situation politique et sociale contrastée et explosive

Fidèle à sa nature, la droite attaque les acquis sociaux. La gauche dans les régions devrait être un rempart. De nombreuses luttes montrent que la capacité de résistance de notre peuple grandit. Le capitalisme perd de sa crédibilité. Le potentiel de rayonnement du PCF s'élargit.

La droite est revenue au pouvoir depuis trois ans. Le gouvernement de Villepin, sous l'égide du président Jacques Chirac, conduit avec le Medef une politique de lutte de classe ouverte et frontale. Elle attaque durement les travailleurs, les familles populaires et les couches moyennes en mettant en œuvre avec acharnement une politique régressive et liberticide. Elle criminalise la misère, l'immigration, l'action syndicale de classe et de combat, ainsi que les salariés qui se rebellent. Elle mène une répression de classe.

Elle démolit méthodiquement le socle social de notre pays qu'il a fallu des générations de luttes pour construire. Elle mine les valeurs de la République. Elle fait exploser ce que nous pourrions qualifier de « modèle social français ». C'est ce que Nicolas Sarkozy appelle la « rupture » avec le modèle français. Les violences urbaines ont montré de façon dramatique à quel point de délitement notre société était parvenue. Sous les coups de boutoir de la politique régressive du gouvernement de droite, le pire peut être devant nous.

Après l'échec de Lionel Jospin et du Parti socialiste en 2002, la gauche a bénéficié du « retour de bâton » contre la droite en conquérant la quasi-totalité des régions, dirigées par un président socialiste. Mais, au lieu d'être le rempart qu'elle promettait, elle accompagne la politique de décentralisation Raffarin au détriment des services publics. Le congrès du PS a confirmé son ancrage social-libéral, du côté des partisans du oui à la Constitution européenne malgré le vote majoritaire « contre » de son propre électorat le 29 mai dernier. Cette confirmation interpelle directement notre politique d'union pour dégager une perspective au moment où l'on veut enfermer notre peuple entre le vote populiste et un vote « utile » sans lendemain.

Dans le même temps, les luttes sont plus nombreuses, plus déterminées. Il y a eu le grand mouvement populaire pour les retraites en 2003, pour l'enseignement, pour défendre EDF, ainsi que de nombreuses actions des salariés dans les entreprises, notamment victimes des stratégies de délocalisations. De nombreuses catégories sociales sont entrées dans l'action pour faire valoir leurs revendications et défendre leurs intérêts : paysans, intermittents du spectacle, avocats, journalistes, chercheurs, professionnels de santé, cheminots...

Les luttes des marins de la SNCM et des traminois marseillais ont témoigné d'une conscience grandissante de la valeur des entreprises publiques et nationales. Il est dommage, à ce propos, que le PCF ne se soit pas fait porteur de propositions politiques audacieuses, à l'échelle du pays, qui auraient grandement contribué à soutenir les salariés dans l'action.

Notre peuple a montré le 29 mai sa capacité à résister et à se mêler de la politique. Plusieurs signes montrent que le PCF a entamé sa remontée : résultats des listes communistes aux Régionales de 2004, adhésions, des jeunes s'intéressent de nouveau au PCF, activité militante, campagne et résultats du référendum sur la Constitution.

Des sondages attestent que 61 % des Français ont une mauvaise image du capitalisme et 51 % une bonne image du socialisme. Nous pouvons nous inscrire dans cette dynamique en définissant, lors de notre 33^e congrès, des orientations nouvelles en rupture avec les stratégies d'accompagnement du capitalisme adoptées depuis 30 ans.

2 – Changer de stratégie pour rompre avec le système capitaliste et battre toutes les politiques de droite

La stratégie d'accords de sommet, cautionnée par des forums, +est suicidaire. Il faut inverser cette stratégie, donner la priorité aux luttes sociales et politiques, refuser les alternances en trompe l'œil pour proposer une réelle transformation révolutionnaire de la société.

Les échecs de notre politique d'union au sommet avec un parti socialiste dominant pour battre la droite, de nos deux participations gouvernementales, de la primauté des alliances électorales ne sont plus à démontrer.

Cela a conduit, en 30 ans, à :

- Des politiques d'accompagnement du capitalisme,
- La paupérisation d'une partie grandissante de la société, familles populaires, monde ouvrier et salarié,
- Un affaiblissement considérable du mouvement ouvrier et revendicatif,
- Une montée en puissance du Front national dès 1984 et de l'abstention dans les milieux populaires,
- Un recul électoral et organisationnel du PCF jusqu'à l'effondrement du 21 avril 2002.

Il serait suicidaire que le PCF s'obstine à poursuivre cette stratégie. Elle divise plus qu'elle ne rassemble, décourage les milieux populaires, les forces militantes, accentue la délégation de pouvoir et finit par dessaisir le mouvement social au moment où il doit donner de la force pour construire un changement solide et durable.

Le capitalisme ne peut être battu que par un large mouvement populaire conscient, puissant, déterminé, dans les luttes et dans le vote qui débouche sur une perspective politique contrôlée par ce même mouvement.

Notre stratégie doit donner la priorité aux luttes sociales et politiques. Nous devons afficher notre refus d'une fausse alternance qui se traduit à chaque fois par le retour d'une droite plus musclée et par un renforcement du populisme.

Notre rôle n'est pas de participer aux illusions. Ne nous cachons pas l'ampleur de la tâche. La clarification doit guider notre stratégie dans le souci de rassemblement large et unitaire sur des bases anticapitalistes jusqu'à créer un mouvement majoritaire.

Pourquoi serions-nous condamnés à nous effacer dans des alliances de sommet avec l'extrême gauche ou la social-démocratie, à laisser en désespérance les millions d'électeurs socialistes qui ont dit non à la Constitution ?

C'est dans des périodes comme celle de 1936, sans participation au gouvernement ou à la Libération, avec participation gouvernementale de 1945 à 1947, lorsque le PCF a agi en pleine indépendance, qu'il a été le plus efficace pour notre peuple. Au sein du Conseil national de la Résistance, rassemblant toutes les forces patriotiques, les communistes ont contribué à élaborer des propositions progressistes pour la reconstruction de la France exsangue. N'est-ce pas notre raison d'être ? En revanche nos participations gouvernementales de 1981 à 1984 et de 1997 à 2002 n'ont toujours pas fait l'objet d'un inventaire.

Notre action politique doit reposer sur les luttes contre le système capitaliste avec l'objectif d'en finir avec lui. Cela exige d'identifier clairement les ruptures nécessaires en France et en Europe, de les porter dans les luttes et dans le vote par des candidats communistes. C'est pourquoi il faut décider du principe d'une candidature du PCF à l'élection présidentielle et partout aux législatives.

En revanche, ériger la question d'une participation gouvernementale en choix stratégique, comme en 1997, nous ferait perdre notre indépendance et pourrait nous amener, comme dans le passé, à cautionner des politiques contraires aux intérêts de notre peuple et aux valeurs qui nous ont toujours animés. Le contenu de notre campagne à l'élection présidentielle sera pour cela déterminant.

À chaque étape, c'est aux communistes de décider de la marche à suivre, des positions à prendre.

3 – Un programme populaire pour les luttes et les échéances politiques de 2007-2008

Le congrès doit formuler des propositions pour donner du crédit à notre intervention politique dans les luttes et dire clairement ce que devraient être les premières mesures d'un éventuel gouvernement de gauche qui déciderait de rompre avec le passé.

Les communistes ne sont pas les partisans du tout ou rien. Ils n'attendent pas un hypothétique grand soir et agissent au quotidien dans le concret des entreprises, des quartiers, des institutions.

Depuis plusieurs années, les communistes veulent un programme politique de transformation. Le présent projet n'a pas la prétention d'en élaborer un, mais d'indiquer (voir annexe) quelques propositions et axes de lutte qui précisent le sens de notre démarche.

Ces propositions sont autant d'objectifs de lutte pour les combats politiques immédiats. Elles peuvent également servir de plate-forme pour le candidat communiste à l'élection présidentielle et les candidats communistes aux élections législatives de 2007, servir d'ébauche d'un projet communiste.

Ces propositions peuvent servir de base pour déterminer notre attitude en cas de victoire de la gauche. Il n'y aura pas changement possible des politiques sociales sans un changement radical des politiques économiques. Il faut combiner progrès social et progrès économique.

V – LE PCF : UNE FORCE POLITIQUE UTILE AU PAYS

I – Toute sa raison d'être

Le choix de fonder le Parti communiste français, au congrès de Tours, en 1920, est toujours valable. Au XXI^e siècle, la France a plus que jamais besoin d'un parti révolutionnaire.

Ne craignons pas d'aborder la question franchement : certains camarades se demandent si le PCF a toujours sa raison d'être, si son affaiblissement n'est pas fatal, si, après l'effondrement du système des pays de l'Est et devant la dureté de la politique de la droite, il ne devrait pas se fondre dans une grande gauche ou dans un pôle radical de la gauche, voire dans un parti de gauche européen.

Le congrès ne doit pas éluder la question. Pour notre part nous pensons que le PCF a un rôle décisif à jouer dans la société et qu'il ne peut se redresser qu'en jouant pleinement ce rôle. Malgré son affaiblissement, il reste encore aujourd'hui la force politique enracinée dans les quartiers populaires, avec ses militants et ses élus sans lesquels le drame des cités aurait pu être pire.

La question de la force du PCF n'est pas une question partisane ou d'autosatisfaction d'appareil. C'est une question vitale pour la France et son peuple.

Nous affirmons que le choix du congrès de Tours en 1920 demeure un choix fécond pour la France actuelle. Il existe au sein des forces populaires un courant réformiste et un courant révolutionnaire. Revendiquer pour le courant révolutionnaire un rôle d'avant-garde ce n'est ni proclamer que l'on a raison tout seul, encore moins contre les autres, mais simplement se donner l'objectif magnifique de rassembler sur des politiques de réelles transformations et d'imaginer le futur loin devant, tout en apportant notre pierre, même modeste, à son édification.

2 – Le parti des milieux populaires : un électorat à reconquérir

Faire reculer l'abstention et le vote Front national dans les milieux populaires est un objectif politique majeur. Il est impossible de prétendre changer la société sans la participation des classes populaires. La vocation du PCF, c'est de représenter leurs intérêts et de livrer ce combat. Le PCF doit retrouver des millions d'électeurs.

Le Parti communiste français est le seul parti dont l'ancrage dans les milieux populaires est non seulement réel mais aussi et surtout conforme à sa vocation première. Ce n'est pas le cas des forces politiques : PS, MRC, PRG, LCR, Verts et des groupes qui gravitent autour de la gauche de la gauche.

Représenter les classes populaires, être leur porte-parole, c'est une responsabilité à la fois immense et particulière pour le PCF. Pensons en premier lieu à la jeunesse de France, qu'elle soit issue ou non de l'immigration, qui trop souvent « rouille » au bas des tours, selon le propre mot des jeunes. Les communistes ont un combat essentiel à mener pour aider cette jeunesse à trouver la place sociale, économique, culturelle et politique qui lui a été refusée ces trente dernières années, pour combattre toutes les discriminations négatives et faire en sorte que tous les quartiers de France soient des quartiers de plein droit.

60 ans après l'obtention du droit de vote pour les femmes, la bataille pour l'égalité demeure une bataille primordiale. C'est d'autant plus vrai que la montée des intégrismes conduit à des reculs dramatiques sur la mixité, les rapports hommes/femmes, avec la montée de comportements sexistes, machistes et d'une façon générale la volonté de restaurer un ordre réactionnaire basé sur la domination par la force de l'homme sur la femme. Les communistes combattent pour donner un souffle nouveau au féminisme afin que les femmes soient actrices de leur destin. C'est une composante sans laquelle le combat pour l'émancipation de l'humanité n'a pas de sens. C'est un grand défi pour l'avenir de l'humanité.

Les intellectuels et le monde de la création sont ravalés au rang de marchandise. A côté de « stars » montés en épingle pour grossir les bénéfices des radios, télévisions, producteurs, éditeurs et autres grands médias, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes ont les pires peines du monde à trouver un débouché pour

leurs activités alors même que les technologies modernes devraient le leur permettre. Ils font partie intégrante du peuple de France et sont en première ligne pour donner un nouveau rayonnement à la culture et à la langue françaises.

Des millions de femmes et d'hommes, salariés ou retraités modestes, étudiants, chômeurs, habitants des cités ne votent plus. Il faut avoir le courage et l'honnêteté de dire qu'il ne peut pas y avoir de politique de gauche en France sans le retour massif de ces millions d'hommes et de femmes sur la scène politique, sans leur engagement massif dans les luttes et dans le vote.

Il faut aussi avoir le courage de regarder la réalité en face. Dans les quartiers populaires, il y a des électeurs de gauche, des électeurs communistes qui ont choisi d'exprimer leur colère devant les renoncements de la gauche en mettant dans l'urne un bulletin Front national.

C'est notre responsabilité de communistes d'aller au-devant de ces électeurs pour leur dire que leur colère est légitime, y compris quand ils l'expriment contre notre parti, mais qu'ils se trompent de cible, tout comme ceux qui ont brûlé la voiture de leur voisin, dans leur quartier.

Plutôt que de se laisser impressionner par le chantage du Parti socialiste qui ne cesse d'agiter le spectre Le Pen à la veille des élections pour dissuader toute autre candidature à gauche, nous devons proclamer que le PCF et ses militants qui se battent au diapason avec les habitants des quartiers populaires sont les mieux placés pour battre le Front national, éviter la réédition du désastre du 21 avril 2002 et faire reculer dans les consciences son idéologie dangereuse et antirépublicaine par un combat sans concession.

Un Parti communiste capable de mobiliser des millions d'électeurs des milieux populaires, capable de retrouver son électorat, voire ses adhérents déçus qui ont voté pour l'extrême gauche, c'est la vraie force pour une gauche durable et solide. C'est le sens que nous donnons à la candidature communiste à l'élection présidentielle.

3 – Une organisation révolutionnaire, militante

La cellule de quartier, de village, d'atelier, de bureau, à l'université doit redevenir le cœur de la vie politique du PCF. C'est là que les militants dans leurs relations humaines quotidiennes peuvent jouer pleinement leur rôle, prendre les initiatives politiques, lutter avec leurs concitoyens, leurs camarades de travail, développer les valeurs et idéaux communistes.

Le Parti communiste français est un parti de femmes et d'hommes militants, engagés sur le terrain, dans les quartiers populaires, les villages, les entreprises, tous les lieux de vie. De très nombreux communistes militent dans le syndicat de classe et de masse qu'est la CGT ou dans des organisations syndicales de luttes que se sont forgés les travailleurs de notre pays. Ils se doivent de défendre, de renforcer ces outils syndicaux essentiels à l'unité des salariés. Ils contribuent ainsi, dans le respect des statuts de leurs organisations, aux combats sociaux, économiques, démocratiques, quotidiens et de long terme.

D'autres encore agissent, s'engagent dans des associations diverses. Ils et elles œuvrent ainsi à des initiatives, à des actions sociales et populaires constitutives de la démocratie, de la solidarité, de l'humanité. Ils et elles contribuent à défendre une qualité, un art de vivre.

Leur rôle consiste à prendre toutes les initiatives utiles pour lutter avec leurs concitoyens contre les innombrables oppressions du quotidien et prendre ensemble leur destin en main. Tous les rassemblements féconds, toutes les solidarités sont à encourager. Tous les coups portés au système comptent. Tous les résultats sont bons à prendre.

L'action côte à côte Français et immigrés n'est pas le moindre des combats révolutionnaires, pour la garantie des droits sociaux, des libertés, le respect de la dignité, pour en finir avec les expulsions arbitraires, les centres de rétention, les cités ghettos, pour assurer le droit au regroupement familial. Français immigrés même combat ! Le slogan n'a rien perdu de son actualité. La France doit refuser une politique d'immigration à deux

vitesses selon que l'on soit européen ou non. Nous devons refuser l'immigration « choisie » aux relents douteux pour avancer vers une politique maîtrisée d'immigration dans le cadre d'accords d'État à État. Dans le domaine du droit d'asile, la France doit retrouver sa générosité et redevenir une terre d'accueil, fidèle à la philosophie de la Révolution française.

Les communistes sont acteurs de la politique communiste. Elle prend corps et se valide dans les situations concrètes, dans la braise de la vie sociale et politique. C'est pourquoi la cellule dans la cité, le village, l'atelier, le bureau est un lieu indispensable d'élaboration politique, le lieu où les idées générales, les grandes décisions, notamment lorsque nous participons à un exécutif, sont confrontées aux réalités de la vie. Forts de nos cellules, n'aurions-nous pas pu voir venir le désastre de 2002 ?

Le congrès doit réfléchir au fonctionnement du PCF bien au-delà d'un simple ravalement de façade des statuts. Le centralisme démocratique a été abandonné au terme d'un débat trop rapidement mené, au début des années 1990. Il ne s'agit pas de revenir sur la liberté – reconnue depuis bien plus longtemps – pour chaque communiste d'avoir et d'exprimer son point de vue en toute indépendance. En revanche on observe que les pratiques de sommet se sont renforcées. La démocratisation réelle du Parti communiste français reste à faire.

Il est de ce point de vue urgent de renoncer aux pratiques « présidentielles » dans l'élection des dirigeants et de revenir à un fonctionnement plus près des militants et plus efficace pour l'action.

Nous devons tout faire pour valoriser, encourager, le militant, l'adhérent dans son engagement et sa responsabilité individuelle afin qu'il soit le décideur de la politique de son parti. Parallèlement, pour être en mesure de mener les combats idéologiques complexes et salutaires auxquels nous sommes confrontés, il faut faire appel à un engagement militant qui participe à la créativité, la réflexion, l'audace politique, pour affermir et enrichir la pensée communiste, la théorie issue des travaux de Marx, Lénine et de nombreux chercheurs. Le militant, l'adhérent doit recevoir une formation qui lui permette de confronter la culture communiste aux réalités qu'il vit, acquérir une liberté, une autonomie de pensée, « apprendre à penser par soi-même ».

VI – UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE AUTOGESTIONNAIRE, LE SOCIALISME, LE COMMUNISME

I – Un projet politique pour la France

L'idéal communiste de Babeuf à 1920 se marie parfaitement avec la culture révolutionnaire de la France de 1789. Il conjugue la gestion républicaine du bien commun, de l'intérêt général, la prise des pouvoirs dans les entreprises, dans l'industrie et la finance, ainsi que l'épanouissement des individus. Il associe progrès économique et progrès social.

La clé de voûte de notre projet politique, c'est la conquête par les salariés de pouvoirs nouveaux et inédits dans les entreprises, des pouvoirs économiques et financiers, la prise en charge par les citoyens des affaires publiques, l'irruption du peuple afin de porter des coups décisifs au capitalisme. Pour cela il faut conquérir le pouvoir politique non pas pour renforcer l'étatisme, la technocratie, l'élitisme mais au contraire démultiplier les lieux de pouvoirs politiques, économiques à tous les échelons dans le pays.

Il s'agit à la fois de préserver ce que la République a produit de mieux depuis la Révolution française : le sens du bien commun, du bien public et d'inventer de nouvelles formes républicaines, coopératives, sociales et autogestionnaires, socialistes.

La question des pouvoirs nouveaux pour les salariés dans les entreprises n'est pas nouvelle. En 1982, les lois Auroux ont promulgué une « nouvelle citoyenneté » à l'entreprise au moment même où le pouvoir socialiste accentuait la répression contre les salariés et les militants syndicaux. À plusieurs reprises, notamment après 1968, le patronat a cherché à faire cogérer l'exploitation capitaliste par les travailleurs. L'actionnariat ouvrier en est une variante.

La conquête de pouvoirs nouveaux dans les entreprises est affaire de luttes sociales, politiques et législatives, de conscience et de volonté. Elle ne peut être effective que dans le cadre d'une évolution globale du rapport des forces dans la société. On ne peut éluder la question centrale : des pouvoirs nouveaux pour quoi faire ? Pour défendre quels intérêts ? Il est fondamental que les salariés s'affranchissent de la logique du capital, placent leur travail au centre de leur action, considèrent qu'il a plus de valeur et de portée culturelle que tous les dividendes du monde. Il s'agit de mettre l'homme au cœur de la production. De ce point de vue, la révolution de l'État est décisive, qui doit devenir un rempart contre la loi du marché, là où il sert aujourd'hui de bras armé du capital.

L'idéal communiste tel qu'il s'est développé en France depuis 1920 se marie parfaitement avec ces exigences républicaines nouvelles : définir le socle commun sur lequel les individus peuvent s'épanouir. En ce sens, la voie que peut proposer le Parti communiste français au peuple de France, dans un pays capitaliste développé, est à la fois inédite et à construire ensemble. Elle ne peut en rien s'apparenter à une révolution dans un pays arriéré où la République n'existe pas.

Le processus historique dans lequel les communistes inscrivent leur action vise à élargir les biens collectifs, avancer vers la propriété nationale des grands moyens de production, construire des solidarités suffisamment solides, atteindre un degré d'internationalisme qui permette d'acquérir une maîtrise publique planétaire des biens universels tels : la santé, l'énergie, l'eau, l'air, la terre pour avancer vers la société communiste.

La reconnaissance de l'individu citoyen, issue notamment de 1968, est porteuse d'une grande exigence à plus de liberté, plus d'autonomie, plus de champ d'action pour chacun. Le capitalisme a dévoyé cette aspiration par l'individualisme pour enfermer les citoyens et les opposer les uns aux autres. Mais que peut être la liberté de chacun sans argent pour vivre, sans travail, sans logement, sans éducation de qualité, sans droit à la santé, sans la reconnaissance des droits et devoirs de tout citoyen ?

2 – Reconquérir la République, bouleverser les institutions

Le système politique et les institutions de la France sont à bout de souffle, à l'image d'un capitalisme en perte de légitimité. Il faut à la fois reconquérir la République et transformer radicalement l'État.

Filles de la Révolution française, nos institutions républicaines sont marquées par les idéaux de justice, de liberté, d'égalité, de fraternité. Les luttes sociales et populaires en ont modifié les contours au fil des années. La France a su créer des grands services publics, conquérir des avancées sociales et des acquis démocratiques importants, instaurer la laïcité dont on a célébré le centenaire en 2005. La laïcité est un élément constitutif de notre République conquis de haute lutte dans un processus engagé dès 1789. Il est important d'en réaffirmer toute la portée. Le principe de laïcité ne se négocie pas !

Cela étant, la domination du capitalisme s'exerce également dans les institutions, jusqu'à les dévoyer. La politique du capitalisme, relayée avec beaucoup de détermination par les institutions européennes, les grands moyens de communication, va jusqu'à demander la démolition pure et simple de ce qui a fait la force et la grandeur de la France. Le capitalisme est apatride, sans foi ni loi. La République est à reconquérir et à bouleverser à la fois.

Nous nous prononçons pour une nouvelle République où prime l'Assemblée nationale élue au suffrage universel à la proportionnelle par scrutin de liste, à un tour. Le président de la République doit être élu par l'Assemblée et le gouvernement nommé par elle. Le Sénat, vestige de l'ancien régime, doit être dissous.

La formation des hauts fonctionnaires de la République doit être démocratisée. Ceux-ci doivent être représentatifs du monde du travail et recrutés selon des critères définis par la loi républicaine. Au lieu de se retrancher derrière le capitalisme, la « technostructure » doit se mettre au service du peuple ce qui suppose écoute, souplesse, adaptabilité. La vie administrative de la France doit être simplifiée pour redevenir intelligible pour les citoyens. Le souci du bon usage de l'argent public et de l'efficacité des services publics doit être omniprésent.

La « régionalisation » de la France a été menée en étroite corrélation avec l'Europe, l'objectif étant de substituer le tandem Europe/régions au tandem Europe/nation, à la fois pour briser les acquis d'une organisation territoriale héritée de la Révolution et adapter notre pays aux exigences du « grand marché ». Il en résulte une accumulation d'échelons intermédiaires qui engendrent des gâchis, renforcent la sclérose la bureaucratie, mutilent la démocratie et la souveraineté populaire.

Parallèlement, la décentralisation engagée par Defferre, en 1982 et son dévoiement libéral par Raffarin, en 2004, vise à mieux soumettre nos institutions républicaines nationales aux impératifs édictés par l'Europe.

L'architecture administrative de la France doit être revue et modernisée. Un seul niveau intermédiaire doit exister entre la commune, échelon de base de la vie démocratique et publique, et l'État. Ce niveau doit être adapté en fonction des zones rurales ou urbaines.

La décentralisation doit être repensée pour ne plus être la défausse et le désengagement de l'État sur les collectivités locales. Il faut traiter les problèmes au niveau le mieux adapté. Mais l'État doit se ressaisir de ses grandes missions nationales publiques : développement des services publics nationaux dans les villes, les quartiers et les villages, rempart contre la loi du marché, échanges mutuellement avantageux avec les peuples et les pays.

Cette nouvelle République doit reposer sur une intervention renforcée des citoyens dans la vie publique. Il faut de nouveaux pouvoirs et contre-pouvoirs, plus proches de la vie des gens, conseils et comités de quartiers, un partage des responsabilités avec la société civile. Nous devons en appeler à la coresponsabilité, à l'engagement individuel, en même temps qu'à la revalorisation du rôle du collectif, tant décrié ces 20 ou 30 dernières années. C'est un élément clé qui permet à chaque citoyen d'exister en tant que tel avec son individualité, avec ses différences, tout en ayant à l'esprit que le collectif est la clé de la force.

3 – Une nouvelle période révolutionnaire

La transformation révolutionnaire de la société ne peut pas se faire sans une rupture avec le capitalisme. L'affrontement politique, idéologique, culturel est inévitable dans notre société. Nous agissons pour substituer le combat démocratique à la violence et en finir avec la préhistoire de l'humanité.

Ne penser l'histoire qu'en terme de « dépassement du capitalisme » n'a pas de sens. Il ne s'agit pas de nier l'existence des processus, des milliers de petites choses qui, au jour le jour, font que la société évolue, avance dans telle ou telle direction, Mais il ne faut pas, au nom d'évolutions indispensables, nier la nécessité des ruptures sinon on s'adapte ou l'on s'accommode, on repousse le projet communiste à la fin des temps.

Nous nous prononçons pour une rupture fondamentale avec le capitalisme. Le conflit, l'affrontement sont des réalités incontournables de la vie des sociétés. Les contradictions sont le mode normal d'exercice de la démocratie. La République se doit de substituer le combat politique à la violence barbare de classe, ce dont nous en sommes encore loin. Notre action s'inscrit en ce sens. Il n'y a pas de pouvoir démocratique, de partage réel sans contre-pouvoirs. La démocratie doit multiplier ses lieux d'action et considérer que l'entreprise fait partie de ses lieux d'action.

L'autogestion, c'est la nouvelle République qui franchit les portes des usines et des conseils d'administration, non seulement dans l'industrie mais dans tous les secteurs bancaires et financiers, non pas simplement pour gérer les entreprises, mais pour atteindre un degré supérieur d'organisation sociale intégrant l'éducation, la formation et l'intervention, où les intérêts particuliers sont sans cesse mesurés à l'aune de l'intérêt général, l'intérêt du peuple. La question de la propriété publique des moyens de production et de communication se pose dans ce cadre. La nationalisation en est une forme et une étape historique. D'autres formes sont à imaginer, notamment coopératives et/ou liaison avec les collectivités territoriales.

VII – DANS LE MONDE, LA CONTRE-OFFENSIVE DES FORCES PROGRESSISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES EST ENGAGÉE

I – Le règne de l'injustice

L'impérialisme notamment américain, domine l'ensemble de la planète. Il y a une dizaine d'années, il prétendait faire le bonheur de l'humanité. En réalité, il entraîne le monde dans la misère jusqu'à menacer la planète dans son existence même.

L'humanité est victime des ravages qu'engendrent la concentration effrénée des richesses et la domination sans partage du capitalisme. Cette situation empire chaque jour. Elle entraîne le monde dans la barbarie. Nous en sommes bien à ce « stade suprême » du capitalisme que décrivait Lénine : l'impérialisme.

Cette mondialisation se réalise au seul intérêt de la stratégie des sociétés transnationales dont l'objectif est le profit maximum. Cette réalité incontournable de la domination impérialiste, base fondamentale de l'affrontement de classe, structure les évolutions en cours et leur nocivité.

122 pays du tiers-monde concentrent 85 % de la population mondiale, mais leur part dans le commerce international n'est que de 25 %. La planète compte aujourd'hui plus de 1,2 milliard d'êtres humains végétant dans un dénuement extrême, avec moins d'un euro par jour pour survivre, tandis que 1 % des habitants les plus riches gagnent autant que 57 % des personnes les plus pauvres de la Terre.

La situation s'aggrave. Il y a 40 ans, 400 millions de personnes souffraient de sous-alimentation permanente et chronique. Elles sont 842 millions aujourd'hui.

Parallèlement, les 374 plus grandes sociétés transnationales inventoriées par l'indice Standard and Poor's détiennent aujourd'hui, ensemble, 555 milliards de dollars de réserve. Cette somme a doublé depuis 1999. Elle a augmenté de 11 %, depuis 2003. La plus grande entreprise du monde, Microsoft, abrite dans ses coffres un trésor de 60 milliards de dollars. Depuis le début de 2004, il augmente de 1 milliard de dollars par mois.

Les 500 plus grandes sociétés capitalistes transcontinentales du monde contrôlent aujourd'hui 52 % du produit intérieur brut de la planète. 58 % d'entre elles sont originaires des États-Unis. Ensemble, elles n'emploient que 1,8 % de la main-d'œuvre mondiale. Ces 500 sociétés contrôlent des richesses supérieures aux avoirs cumulés des 133 pays les plus pauvres du monde.

Selon le rapporteur spécial des Nations Unis, la guerre n'est plus épisodique, elle est permanente. Elle est devenue une normalité. Les dépenses d'armement de tous les États du monde ont dépassé les 1 000 milliards de dollars en 2004. 47 % de ces dépenses ont été effectuées par les États-Unis.

L'impérialisme justifie toutes ses exactions et ses dépenses militaires, singulièrement la course diabolique à l'arme nucléaire, au nom de la lutte contre le terrorisme international. Le terrorisme doit être combattu sans faiblesse. Il se nourrit de la paupérisation des peuples. Il est attisé par l'agressivité impérialiste elle-même, comme on le voit au Proche Orient et aussi par la volonté proprement dictatoriale d'imposer aux autres cultures et aux autres civilisations le modèle occidental – de plus en plus américain – du « bien » contre le « mal ».

Ce monde dont on nous proclame sans cesse qu'il est régi par le droit international est en fait sous la tutelle de puissances financières privées aux visées impériales qui réduisent les États et l'ONU au service minimum pour être les exécuteurs dociles de leurs stratégies.

Les sociétés transcontinentales privées, détentrices des technologies, des capitaux, des laboratoires, des moyens d'information les plus puissants que l'humanité ait connu, sont la colonne vertébrale de cet ordre injuste et dévastateur.

2 – Partage et contradictions impérialistes contre les civilisations et les cultures

Trois pôles impérialistes se partagent le monde et se disputent le leadership. Des milliards d'êtres humains sont victimes de la course effrénée aux profits d'une poignée de nantis. Des civilisations entières, des cultures, des traditions, des modes de vie sont mis en cause et menacés.

Les États-Unis sont le véritable cœur de l'impérialisme, à la fois tête pensante, coffre-fort et bras armé du capitalisme. Mais ils sont également vulnérables : leur fragilité s'est révélée au grand jour avec la récente tragédie de la Louisiane. Le monde a découvert une classe populaire vivant une misère endémique dans des ghettos d'inhumanité et de souffrances

Leurs contradictions internes les ont conduits depuis la première guerre du Golfe à tenter d'imposer une domination militaire sans partage pour défendre leurs intérêts. Leur endettement est colossal. Le système financier international étant adossé au système financier US, le prix de la politique des USA est également payé par le reste du monde. Les États-Unis sont en mesure d'entraîner le monde entier dans une faillite boursoière.

Deuxième pôle impérialiste par ordre d'importance, les pays d'Europe occidentale, avec les principales puissances que sont l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Ils se sont doté d'une structure politico-économique supra-étatique, l'Union européenne. Elle traverse de graves difficultés. Elle connaît un manque de légitimité, mis à jour par le rejet du traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas; une opposition croissante face à la remise en cause des acquis sociaux; une crise économique endémique qui s'approfondit malgré les diktats des commissaires européens qui imposent un libéralisme à tous crins; des difficultés internes aggravées par l'élargissement à plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Troisième pôle impérialiste enfin, le Japon et les « nouveaux dragons » (Corée du Sud, Taïwan). Ils ont du mal à se remettre de la crise financière asiatique. Leur prééminence économique est aujourd'hui battue en brèche par la montée en puissance de la Chine.

Face à ces trois grands pôles impérialistes, le reste de la planète se partage entre victimes du capitalisme et pays résistants.

Dans le reste du monde, surtout en Afrique et en Amérique latine, le rouleau compresseur de l'impérialisme joue à plein. Ces pays servent à la fois de réservoir de matières premières – agricoles, minières – et de réservoir de main-d'œuvre, sous forme de migrations, et à travers les délocalisations. C'est une véritable division internationale du travail dictée par le capital, qui voit en contrepoint la classe ouvrière progresser en nombre au plan mondial. Ces pays sont également mis à contribution dans les services, les technologies de pointe, la recherche et développement...

Dans un grand nombre de pays, on assiste à une concurrence acharnée entre l'impérialisme US et les impérialismes concurrents. L'exemple du pré carré français en Afrique est révélateur. Les États-Unis y envoient des conseillers militaires et des associations « caritatives », suivis de près par des hommes d'affaires : l'impérialisme US gagne du terrain. Ces situations sont porteuses de nouvelles guerres.

Dans tous les pays capitalistes et sous domination, la misère s'aggrave. À travers le mécanisme de la dette, les organismes internationaux (Fonds monétaire international, Banque mondiale...) imposent des politiques économiques libérales rétrogrades qui empêchent tout développement économique. Les économies s'intègrent les unes après les autres dans le système financier mondialisé.

Pour les populations, cela se traduit par une précarité, une pauvreté toujours plus importante puisque les organismes financiers internationaux imposent une mutilation des services publics et des coupes dans les budgets d'éducation, de santé, etc.

Suivant les impératifs du capitalisme, cette précarité est souvent assortie de « conflits localisés » : les États pillés, déstabilisés, perdent toute légitimité et leurs capacités à maintenir les fonctions régaliennes traditionnelles (paix, justice, police...). C'est le cas entre autres de l'Éthiopie, de la Somalie, du Congo démocratique, de l'Argentine, d'Haïti, de la Côte d'Ivoire... Dans d'autres pays, le capitalisme suscite des guerres, comme en Irak ou en Afghanistan. Ces stratégies de chaos ont été théorisées par les « think tanks » US. Quand il le juge

préférable, le capitalisme peut aussi imposer des politiques intérieures répressives pour maintenir une certaine stabilité : c'est le cas du Togo, du Salvador, du Nicaragua, des Philippines, de l'Indonésie.

Le service de la dette absorbe la plus grande part des ressources des pays endettés. Il ne reste plus rien ensuite pour financer les investissements sociaux. Lorsque l'insolvabilité menace, le garrot se resserre. Les « experts » du FMI arrivent de Washington. Et le gouvernement du pays garrotté devra accepter « librement » un nouveau tour de vis. De nouvelles coupes budgétaires devront être opérées. Jamais dans l'armée, ni dans les services secrets ou la police. Ces institutions sont essentielles pour garantir la sécurité des investissements étrangers. Le FMI ne touchera pas non plus aux inégalités fiscales et aggravera les inégalités sociales.

Une seule solution s'impose : l'annulation de la dette des pays du Tiers-monde. Une telle annulation n'aurait aucun effet sur l'économie des États industriels et sur le bien-être de leurs habitants pratiquement aucune influence. Des centaines de millions de pauvres deviendraient un peu moins pauvres, de nouvelles coopérations pourraient s'élaborer !

3 – Des millions de femmes et d'hommes en résistance contre l'impérialisme

Aux côtés de pays en lutte depuis longtemps contre le système capitaliste dévastateur, émergent des forces et des formes nouvelles de résistance, progressistes et révolutionnaires.

L'humanité n'est pas vouée fatalement à la misère et à la domination hégémonique du capitalisme qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Les expériences de lutte pour la liberté, pour le progrès social, pour le socialisme ont fait la démonstration que le système capitaliste n'est pas inéluctable et ne constitue pas la fin de l'Histoire. Nos luttes pour les revendications sociales, pour des changements démocratiques et populaires, pour la paix dans le monde participent de la marche en avant de l'Humanité pour plus de justice, plus de liberté, plus de solidarité.

On voit émerger des résistances au niveau de certains états, au niveau des peuples — comme le montre la résistance irakienne à l'occupation américaine -, ainsi qu'une prise de conscience dans des milieux divers : mouvement syndical, églises, monde intellectuel, etc. Le mouvement alter mondialiste, avec ses nombreuses limites, est significatif de la prise de conscience des méfaits de l'impérialisme.

Les politiques impérialistes engendrent des résistances populaires fortes et nouvelles. Ces résistances se rencontrent dans des pays construisant aujourd'hui, dans le cadre de leurs réalités nationales, des sociétés se revendiquant du socialisme comme en Chine, au Vietnam ou à Cuba qui, malgré le blocus du mastodonte US condamné par la quasi-unanimité des pays, résiste et reste un exemple pour les peuples d'Amérique latine. Les reculs terribles subis par les peuples après les défaites imposées aux pays socialistes d'Europe, notamment en Union Soviétique, ont fait éclater l'ensemble de ces sociétés et ont fait la démonstration de ce que signifie, malgré toutes les imperfections connues dans ces pays, l'émergence d'un capitalisme mafieux.

Les combats des peuples d'autres pays marquent l'actualité comme au Venezuela où s'exprime la nécessité de construire le socialisme, seule réponse valable aux maux subis par le peuple vénézuélien qui démontre les potentialités de la nationalisation du pétrole ou d'une réforme agraire progressiste et démocratique. Le peuple palestinien continue courageusement de lutter pour disposer d'un État. D'autres pays, d'autres peuples pourraient être cités en exemple.

4 – L'Union Européenne, instrument de domination du capital

L'union européenne exerce une domination écrasante sur les peuples européens et les nations. La résistance à cette domination s'est manifestée avec le rejet de la constitution en France, aux Pays-Bas. Nous nous prononçons pour une autre politique européenne et rejetons catégoriquement la mise en route d'un nouveau « processus constituant ».

L'Union européenne, héritière de la Communauté économique européenne, s'est bâtie sur un objectif défini lors du Traité de Rome de 1957 : l'instauration d'un marché commun. Depuis, l'Union européenne s'est construite par ajouts successifs de fonctions. Des pouvoirs politiques se sont ainsi additionnés aux compétences économiques premières, dans une totale opacité, et sans aucun contrôle des peuples.

Que la droite française ait adhéré à l'idéologie libérale qui sous-tend la construction européenne ne peut étonner personne. Quant au Parti socialiste, il s'en est fait un farouche promoteur : depuis le tournant de 1983-1984, à chaque fois qu'il a été aux affaires, il a été le serviteur docile de l'UE, pratiquant comme la droite la destruction des services publics et des acquis sociaux (retraites, sécurité sociale, éducation, etc.) C'est sous le gouvernement Jospin – malgré les accords pris avec le Parti communiste d'organiser un référendum pour consulter la population – que la monnaie unique européenne a été mise en place. C'est au sommet de Barcelone en 2002 que le principe du recul de 5 ans de l'âge moyen de la retraite a été avalisé par le gouvernement socialiste de l'époque.

L'Union européenne s'est imposée comme une structure supra étatique. Elle impose ses choix économiques, commerciaux et politiques aux États membres, enserrés depuis le Traité de Maastricht dans un système juridique et réglementaire contraignant. En cas de non-respect des directives de la Commission européenne, les États s'exposent à des sanctions, notamment financières. C'est ainsi que pour obtenir la privatisation de GDF et d'EDF, l'UE a menacé l'État français d'amendes exorbitantes pour l'aide financière apportée par l'État à ces deux établissements publics.

Dans de multiples domaines, au nom du principe de subsidiarité, les États ont perdu leur souveraineté. Une bonne part de l'activité des assemblées nationales des États membres consiste actuellement à transposer les directives européennes en droit intérieur. Lentement mais sûrement, un pouvoir supranational qui ne dit pas son nom, dirige les États. Or, l'Union européenne n'a aucune légitimité démocratique. C'est la Commission européenne, composée de membres désignés par les États – donc non élus – qui légifère par directives interposées. Le seul organe élu de l'Union est le Parlement européen. Il est consultatif et n'a aucun pouvoir législatif. Au mieux, il peut tempérer certaines directives de la Commission.

Au nom du pacte de stabilité adopté à Amsterdam en 1997, les États membres appliquent la rigueur budgétaire. Les politiques sociales sont subordonnées aux « grandes orientations de politique économique ». Dans les faits, cela se traduit par la réduction des dépenses de l'État dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la recherche, etc. Pour « résorber les déficits publics », les États se défont de leurs prérogatives sur les collectivités territoriales – régions, départements, communes –, sans leur donner les budgets nécessaires. Moyennant quoi, les collectivités territoriales sont contraintes d'augmenter les impôts locaux pour faire face à leurs nouvelles prérogatives, ce qui fait peser une pression fiscale toujours plus importante sur les ménages.

La construction européenne répond à une logique clairement affirmée : permettre aux capitalistes de réaliser un maximum de profits dans un « environnement concurrentiel ». Pour y parvenir, l'UE a instauré une politique monétaire contraignante commune aux pays de la zone euro, le recul de la protection sociale et du droit du travail afin de réduire au maximum le « coût du travail » et de mettre en concurrence les travailleurs dans l'espace européen, et le démantèlement des services publics afin d'ouvrir de nouveaux marchés au secteur privé. La tristement célèbre directive Bolkestein en est la parfaite illustration.

Les technocrates de l'UE affirment qu'ils visent à relancer la croissance et résorber le chômage. Or, en 50 ans, l'Union européenne a fait la preuve que sa politique anti-inflationniste, combinée avec la déréglementation dans tous les domaines et à l'absence de politique industrielle, mène au chômage de masse et à la paupérisation croissante des peuples. Ils persistent en introduisant des mesures toujours plus

destructrices contre le monde du travail : développement du travail flexible, précaire et sous-payé; pressions financières pour obliger les demandeurs d'emploi à accepter n'importe quels postes à n'importe quelles conditions et « retour des personnes âgées à la vie active ».

Le rejet en mai juin 2005 du Traité constitutionnel européen par la France et les Pays-Bas montre que les peuples résistent à la politique ultra-libérale de l'Union européenne. La situation est inédite : jusque-là, l'Union européenne ne s'était jamais véritablement exposée à la sanction référendaire. C'est une première victoire. Refusons de nous inscrire dans tout nouveau « processus constituant » qui ne pourrait poursuivre que le même objectif. La mise en cause des critères de Maastricht et des directives européennes contraires aux intérêts de notre pays demeure d'actualité.

Il faut une autre politique européenne, une Europe des qualifications, des coopérations de la solidarité, de la paix. La politique étrangère de la France doit sortir des frontières de l'Europe pour que notre pays joue son rôle entre le nord et le sud, avec la Baltique, l'Eurasie, la Méditerranée. La France doit reconquérir son indépendance économique et industrielle.

5 – La France doit reprendre le flambeau de l'émancipation

Notre pays ne doit pas se laisser rabaisser par ceux qui veulent lui dénier le droit de jouer un rôle positif dans la lutte pour l'émancipation dans le monde. Au contraire, il a une responsabilité particulière, en portant les valeurs universelles et singulières issues de l'histoire de France.

Notre combat émancipateur doit intégrer des revendications fortes pour que la France joue, en Europe et dans le monde un rôle indépendant, avance des propositions progressistes et solidaires. La France est l'un des grands pays industriels du monde. Il est aujourd'hui corseté par une Europe supra nationale et sa politique est l'objet de fortes pressions américaines.

Nous devons agir pour la défense de sa souveraineté nationale comme pour celle des peuples du monde, souveraineté nationale qui s'appuie sur des acquis sociaux arrachés par les luttes, des acquis démocratiques, construits dans les combats populaires et des acquis économiques aujourd'hui fortement menacés par les politiques de privatisation et d'abandons industriels. La France a besoin d'une telle ambition.

Les résistances d'aujourd'hui puisent leurs forces dans les combats et les acquis populaires des périodes passées. Des alliances populaires doivent être construites autour des classes ouvrières, des peuples et des pays qui luttent pour leur indépendance avec des mouvements de libération nationale.

Ces alliances peuvent créer les conditions d'avancer vers un nouvel ordre économique international dont le mouvement des non-alignés avait défini quelques principes essentiels, il y a maintenant plusieurs décennies et qui gardent toute leur dimension subversive, développement économique et social, non-ingérence dans les affaires nationales, respect mutuel, échanges mutuellement avantageux.

6 – Pour un nouvel internationalisme

Dès ses origines, le combat émancipateur du mouvement ouvrier, démocratique, intellectuel s'est inscrit dans un cadre international. Le PCF doit reprendre le combat pour un nouvel internationalisme et relever les défis de la planète.

Nous devons reconstruire des initiatives politiques de masse populaires, dynamiques, enthousiastes, répondant aux aspirations et aux idéaux notamment de la jeunesse. La lutte pour le désarmement, l'interdiction de l'arme nucléaire et pour la paix, l'action contre la faim, la misère ou l'analphabétisme sont des thèmes récurrents sur lesquels des campagnes ponctuelles ou de long terme peuvent se construire. Réhabiliter l'utopie et le rêve d'une humanité qui relève le défi de la solidarité et de la fraternité.

De nombreuses initiatives se développent sur tous les continents et à l'échelle internationale permettant l'engagement et des contacts nombreux avec des mouvements de masse, des partis, des syndicats, progressistes, communistes, révolutionnaires. Soyons de ces combats sans a priori.

Dans un monde où les combats s'affirment, mais où de nombreuses difficultés apparaissent, les forces révolutionnaires et progressistes ont besoin d'échanger, de coordonner, de débattre, d'impulser dans des initiatives permettant aux classes ouvrières et aux peuples de combattre de façon conséquente, et sur le long terme, l'impérialisme et le capitalisme. Dans ce cadre, reprendre l'offensive pour que le mouvement communiste reparte de l'avant dans les pays européens et au niveau international, reconstruire des relations entre les partis communistes de tous les pays, c'est un bon point pour l'humanité. Dégageons des voies inédites de rencontres, de rassemblements dans l'action pour renforcer le mouvement révolutionnaire mondial.

Le besoin de s'organiser, initié par des partis communistes dans le monde est d'une tout autre dimension que la création et les activités du « Parti de la gauche européenne » aux orientations et objectifs flous et restrictifs, parti que ne veut pas dire son nom : social-démocrate. Choisir aujourd'hui de devenir un parti social-démocrate européen, c'est accepter de participer au remodelage capitaliste du continent européen. Il faut souligner que l'adhésion du PCF à ce parti n'a été approuvée que par à peine un communiste sur quatre. Elle n'a donc aucune légitimité démocratique. Il n'y a aucune raison de l'introduire dans les statuts.

Dans une démarche opposée à celle de ce nouveau parti intégré dans les institutions européennes, il est indispensable d'ouvrir nos démarches solidaires et combatives en direction des forces révolutionnaires mondiales. Le mouvement communiste international est le seul à ne pas avoir aujourd'hui de structures, alors que, dès sa naissance, il s'est construit sur cette dimension.

Le Parti communiste français a de longues traditions anticapitalistes et anti-impérialistes. Elles sont d'autant plus utiles aujourd'hui qu'elles s'appuyaient sur des luttes concrètes menées en France et dans le monde contre le fascisme, le colonialisme, l'impérialisme en général, mais aussi et surtout ce qui en fait sa dimension essentielle contre l'impérialisme français en Algérie, en Indochine, en Afrique...

À travers le monde, il existe des besoins et des attentes immenses concernant le Parti communiste français, auxquels il nous faut répondre. Reconstruire une politique internationale communiste nouvelle, tel est le défi que nous devons contribuer à faire vivre.

VIII – FIÈR(E)S D'ÊTRE COMMUNISTES

Le Parti communiste français a été fondé, en 1920, sur la volonté de rompre avec le capitalisme et l'engagement de construire un parti capable de défendre les intérêts de la classe ouvrière, capable en toutes circonstances de faire entendre sa voix indépendante. Les communistes se sont donné l'objectif de rassembler toutes les forces indispensables à la libération humaine. Le Parti communiste français s'est enraciné dans l'histoire des luttes révolutionnaires et nationales auxquelles nous devons donner des prolongements nouveaux et des développements inédits, d'ici 2020, quand nous fêterons son centenaire.

Le communisme a marqué profondément l'histoire du xxe siècle. Les contextes différents dans lesquels il s'est développé, les investissements militants multiples, les contradictions qui le caractérisent sont source d'une extraordinaire diversité et d'une richesse par trop méconnue. Participant aux luttes de libération, offrant aux classes populaires des voies d'accès à la vie politique, il a émergé sous de multiples formes. En France, l'empreinte originale de la « passion française du communisme » caractérise l'histoire du PCF.

Loin de s'être écroulée avec le mur de Berlin, l'idée communiste désormais libérée des lourdes hypothèques qui pesaient sur elle peut prendre un nouvel essor. L'idéal communiste retrouve la fraîcheur de ses origines, dans les premières solidarités humaines, dans un mouvement communaliste de partage, de solidarité, de mutualité. Les mots : commun, commune, communisme ont les mêmes racines.

Nous estimons que la démocratie autogestionnaire qui associe la solidarité collective et la responsabilité individuelle doit devenir le cœur de la vie économique et sociale, à la fois but et moyen de notre stratégie. La question se pose, du même coup, pour le Parti communiste français lui-même.

Le 33^e congrès doit confirmer la mise en œuvre et l'enrichissement de la stratégie autogestionnaire en reconnaissant que le mouvement populaire est la clé de toute avancée. Cette reconnaissance établit le lien décisif entre la perspective politique, la place et le rôle du Parti communiste français comme force politique dans la France d'aujourd'hui et son mode de vie démocratique,

Il existe au sein du parti des divergences sur son orientation et les lignes de force de son action, notamment depuis le congrès de Martigues. Nous proposons pour ce 33^e congrès une autre base commune que le projet adopté par le conseil national, les 9 et 10 décembre. La manière de traiter de telles divergences relève d'une responsabilité collective et individuelle.

Il faut que les dirigeants, le conseil national, les directions départementales favorisent et acceptent le débat, un débat sérieux et transparent, un débat dans le respect mutuel des personnes avec le souci de la clarté, sans rechercher l'affrontement pour l'affrontement ou l'amalgame, encore moins la suspicion et l'étiquetage. Quittons les cercles restreints d'initiés. Fuyons les pratiques du secret, du confidentiel, les stratégies obscures ou multifacettes qui ne peuvent aboutir qu'à l'échec et contribuer à la division.

L'indispensable unité des communistes doit être conçue comme une unité vivante fondée sur des objectifs et des actions partagés. La discussion, cartes sur table, doit rechercher le plus grand dénominateur commun et dédramatiser les désaccords, les oppositions. C'est la seule façon d'éviter que les positions se figent et que chacun s'enferme dans son point de vue. Il n'y a qu'un préalable : admettre que personne n'a raison tout seul et surtout combattre l'idée qu'il y aurait des communistes porteurs de la vérité absolue. Il est fondamental que le militant, l'adhérent ait le dernier mot.

Pour être conformes avec nous-mêmes, créons les conditions d'un débat au grand jour de façon à ce que les communistes puissent l'autogérer. Ces conditions sont essentielles pour permettre un débat loyal et vigoureux et aider chaque communiste, à la mesure de son expérience, d'être pleinement co-auteur et co-acteur de la politique communiste. C'est bien dans les contradictions, les possibilités et les enjeux du monde réel que le Parti communiste français doit inscrire à la fois son existence, sa stratégie, son mode d'organisation et son activité militante en toute indépendance.

Fier(e) s d'êtres communistes.

ANNEXE

Propositions pour un programme populaire pour les luttes et les échéances politiques 2007-2008

- Abrogation des ordonnances Villepin.
- Abrogation des lois Pasqua, Debré, Sarkozy, Perben.
- Augmentation des salaires de 300€, revalorisation du SMIC à 1 600€ et revalorisation des retraites et pensions.
- Interdiction des licenciements.
- Plafonnement des plus hauts salaires.
- Arrêt des privatisations.

- Engagement du processus de nationalisation du secteur bancaire et financier et des secteurs vitaux pour l'activité du pays.
- Renationalisation immédiate de EDF GDF et abrogation de la directive sur l'électricité.
- Arrêt du démantèlement des services publics et octroi des moyens financiers et humains nécessaires à leur bon fonctionnement et à leur développement.
- Appropriation par les salariés avec le concours de la puissance publique des entreprises désertées par leurs actionnaires.
- Élections de salariés dans les conseils d'administration des sociétés, à parité avec les actionnaires.
- Droit de veto des salariés dans les décisions concernant leur avenir et celui de l'entreprise.
- Taxation des biens importés produits dans le cadre des délocalisations.
- Taxation des profits boursiers.
- Ré-institution des plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu.
- Encadrement des prix des produits de première nécessité.
- Réforme de l'Education nationale.
- Extension et modernisation des services publics, en luttant contre la bureaucratie pour une meilleure efficacité.

- Interdiction des saisies et des expulsions.
- Taxation de la spéculation immobilière pour financer une grande politique du logement social et populaire.
- Création d'un service public national du logement et de l'habitat et abrogation des lois Barre/Barrot de 1977.
- Engagement de politiques sur le long terme en faveur de l'environnement et des équilibres écologiques planétaires.

- En finir avec les discriminations européennes à l'embauche dans la fonction publique
- Sortie du traité de Maastricht.
- Abrogation des directives européennes qui entravent la liberté de la France et notamment la scandaleuse directive sur le travail de nuit des femmes.

- Engagement du processus de démocratisation et de simplification du fonctionnement de l'État.
- Instauration de la proportionnelle à toutes les élections.
- Changer la Constitution de 1958.
- Élection du président de la République et désignation du gouvernement par l'Assemblée nationale.

